

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
6 février 2023
Français
Original : anglais

Lettre datée du 6 février 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 3 février 2023, qui vous est adressée par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan, Bilawal Bhutto Zardari, dans laquelle celui-ci attire votre attention sur la situation dans le Jammu-et-Cachemire administré par l'Inde qui ne fait que se dégrader, et demande au Conseil de sécurité de faire respecter ses décisions et de mettre en œuvre les résolutions pertinentes afin de permettre au peuple cachemirien d'exercer son droit à l'autodétermination au moyen d'un plébiscite tenu sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité, au titre de la question intitulée « La question Inde-Pakistan ».

(Signé) Munir Akram



Annexe à la lettre datée du 6 février 2023 adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous adresse cette lettre pour appeler une fois de plus votre attention sur l'une des plus anciennes questions dont le Conseil de sécurité est saisi. Cela fait soixante-dix ans que la population du Jammu-et-Cachemire attend que l'Organisation des Nations Unies fasse respecter ses décisions et mette en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité pour lui permettre d'exercer son droit à l'autodétermination au moyen d'un plébiscite supervisé par l'ONU.

En août 2019, les autorités d'occupation indiennes ont entrepris des mesures illégales et unilatérales visant à modifier la structure juridique et démographique du Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde, en violation flagrante de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention de Genève). À cette fin, l'Inde a octroyé plus de 4,2 millions de logements à des citoyens non Cachemiriens, permis à des non Cachemiriens d'acheter des biens immobiliers dans le territoire occupé et inscrit ces derniers sur les listes électorales.

L'année dernière, une soi-disant « commission de délimitation » a décidé de délimiter les circonscriptions du Jammu-et-Cachemire illégalement occupé sur la base d'un charcutage électoral agressif. Cette action est contraire à la Charte des Nations Unies, aux résolutions du Conseil de sécurité et, plus particulièrement, à l'article 19 de la quatrième Convention de Genève. L'Inde a également l'intention d'organiser des élections fictives sur la base de ces circonscriptions électorales redessinées en toute illégalité. Ces mesures visent clairement à faire de la majorité musulmane du Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde une minorité.

Depuis le 5 août 2019, la répression et les violations des droits humains au Jammu-et-Cachemire illégalement occupé se sont intensifiées, les forces d'occupation indiennes jouissant d'une impunité totale en vertu de lois draconiennes. La violation généralisée et systématique des droits humains se traduit par des peines collectives infligées aux communautés, au moyen de la destruction de propriétés et d'arrestations arbitraires, l'incarcération des dirigeants cachemiriens et des persécutions et intimidations commises contre la société civile, les journalistes et les défenseurs des droits humains.

Au cours des trois dernières années, l'Inde a tué plus de 700 Cachemiriens innocents lors de fausses « confrontations » et d'opérations de « bouclage et ratissage » visant à intimider le peuple cachemirien. L'Inde continue également de refuser l'accès aux observateurs indépendants des droits humains, aux organes de défense des droits humains de l'ONU et aux médias internationaux, afin d'échapper aux contrôles internationaux et aux évaluations indépendantes de la situation sur le terrain au Jammu-et-Cachemire occupé.

En dépit de sa répression massive au Jammu-et-Cachemire illégalement occupé et de la poursuite de l'idéologie Hindutva empreinte de racisme, qui ne laisse pas de place aux minorités, l'Inde tente vainement de donner un faux sentiment de normalité au Jammu-et-Cachemire illégalement occupé. Pendant des années, elle a ainsi tenté de tromper la communauté internationale, y compris les Nations Unies, en ayant recours à une propagande mensongère et en s'appuyant sur des médias contrôlés par l'État.

Le Pakistan souhaite entretenir des relations pacifiques avec tous ses voisins, dont l'Inde. Il a également proposé de résoudre par le dialogue le conflit du Jammu-et-Cachemire et d'autres différends en suspens avec l'Inde. Or, pour entretenir des

échanges fructueux et axés sur les résultats, l'Inde doit créer des conditions propices à la paix et au dialogue. À cette fin, elle doit :

- annuler toutes les mesures illégales et unilatérales prises depuis le 5 août 2019 ;
- mettre fin aux violations flagrantes, systématiques et généralisées des droits humains au Jammu-et-Cachemire illégalement occupé ;
- suspendre et inverser les changements démographiques illégaux dans le territoire occupé, qui sont contraires au droit international et aux obligations solennelles incombant à l'Inde en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ;
- abandonner les charges fabriquées de toutes pièces et libérer sans délai les dirigeants politiques, les journalistes, les défenseurs des droits humains et les jeunes cachemiriens détenus arbitrairement ;
- permettre la tenue d'une enquête indépendante sur les cas documentés de violations des droits humains, notamment les exécutions extrajudiciaires ;
- prendre des mesures concrètes et significatives pour appliquer pleinement les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le Jammu-et-Cachemire.

Je vous prie également d'user de vos bons offices pour aider l'ONU et les organes associés à s'acquitter de leur mandat visant à aider les Cachemiriens à réaliser leur droit à l'autodétermination et à les protéger des violations de leurs droits humains. Les mesures suivantes doivent être prises à cet égard :

- Le Conseil de sécurité devrait exhorter l'Inde à mettre en œuvre ses résolutions sur le différend relatif au Jammu-et-Cachemire et à laisser la population du Jammu-et-Cachemire illégalement occupé décider de son propre avenir au moyen d'un plébiscite libre et impartial organisé sous les auspices de l'ONU, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité sur la question ;
- Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les titulaires de mandats au titre de procédures spéciales, les observateurs indépendants et les observateurs internationaux devraient exhorter l'Inde à accepter la tenue d'une enquête supervisée par l'ONU sur la situation des droits humains dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé.

(Signé) Bilawal **Bhutto Zardari**